



# LA VIGIE

JOURNAL DE DÉMOCRATIE SOCIALE

DES ILES SAINT-PIERRE & MIQUELON

## ABONNEMENTS:

Saint-Pierre. — un an. . . . 9 fr. 00  
Union postale. — un an. . . . 12 fr. 00

Direction : SAINT-PIERRE

Rue Truguet

## INSERTIONS:

Une à six lignes. . . . . 3 fr. 00  
Réclames. . . . . 0 fr. 50  
Faits divers. . . . . 1 fr. 00

## LES FÊTES de St-PIERRE

Arrivée de son Excellence Mac GRÉGOR

gouverneur de Terre-Neuve, à bord du navire de guerre "le SCYLLA"

RÉCEPTION CORDIALE & ENTHOUSIASTE

LES GROS NUAGES SONT DISSIPÉS

Le gouverneur de Terre-Neuve est arrivé à St-Pierre avec sa famille à bord du « Scylla » le 22 septembre à 6 heures 1/2 du soir.

M. Angoulvant, gouverneur des îles St-Pierre et Miquelon, est allé immédiatement le saluer et a invité ses hôtes à descendre au gouvernement.

Les deux gouverneurs, salués successivement par les canons du « Scylla » et du Chasseloup-Laubat ont débarqué à la cale du gouvernement. Le cortège salué avec respect et sympathie par la population de St-Pierre, a traversé la foule entre deux haies de marins en armes.

A 8 heures 1/2, le Commandant de Kérillis et ses officiers offrirent un dîner à nos hôtes à bord du Chasseloup-Laubat.

Au dessert, le chef de la division a porté la santé de S.M. Edouard VII et du Président Loubet. S.E. Mac Grégor, gouverneur de Terre-Neuve a bu à la marine française et M. Angoulvant a bu à la paix.

Le 23, M. Angoulvant offrait un déjeuner à S.E. Mac Grégor, au commandant et aux officiers de la division anglaise de Terre-Neuve, au commandant et aux officiers de la division navale française, aux officiers et fonctionnaires de la colonie. M. Angoulvant a levé son verre en l'honneur de l'entente cordiale si magnifiquement fêtée à Portsmouth et à Bre A. fêtée aussi chaleureusement en cette terre isolée où les cœurs anglais et français apprécient encore mieux peut-être les bienfaits de l'entente.

S.E. Mac Grégor a bu à la France, à ce pays qu'il a appris à aimer, dès son enfance, d'une affection qui n'a fait qu'augmenter à mesure que les hasards de son existence coloniale le mettaient en contact avec les Français. Le toast du gouverneur de Terre-Neuve a provoqué des applaudissements chaleureux.

L'après midi, le commandant de Kérillis, les commandants et les officiers de la division offraient une matinée dansante à bord du Chasseloup-Laubat à leurs camarades de la flotte britannique et à la population St-Pierraise. Cette fête a été très réussie et le bal ne s'est terminé qu'à 7 heures.

Le soir, M. Angoulvant recevait à l'hôtel du gouvernement en l'honneur de ses hôtes, les officiers anglais et français et toutes les notabilités de la colonie. Un bal très animé, mêlé d'intermèdes musicaux, a commencé à 9 heures 1/2 pour se terminer à 2 heures du matin.

Le 24 le gouverneur de St-Pierre recevait à sa table à midi les corps élus, les armateurs et les commerçants de la colonie. On a beaucoup remarqué l'accent de sincérité avec lequel S.E. Mac Grégor, à l'heure des toast, a affirmé qu'il s'emploierait de toutes ses forces à renouer les rapports d'affaires entre les deux colonies voisines, qui doivent devenir de vrais amis.

Le soir à 7 heures 3/4 M. le commandant Paget donnait un grand dîner à bord du Scylla en l'honneur de son Excellence le Gouverneur de Terre-Neuve et de sa famille, de M. Angoulvant, Gouverneur de St-Pierre, du chef de la division française, des Commandants et des officiers de la division.

Le 25 à 7 heures 1/2 du matin, le Gouverneur de Terre-Neuve et sa famille ont été reconduits à bord du « Scylla » par M. le Gouverneur Angoulvant, avec le même cérémonial qu'à l'arrivée.

La cordialité qui n'a cessé de présider à ces fêtes

fait présager qu'elles auront des résultats avantageux pour les deux colonies et que les échanges de visites entre les deux Gouverneurs auront été plus et mieux que des actes de courtoisie.

Dans l'après midi de samedi, au moment où Mr. L. Légasse se préparait, malgré son indisposition des jours derniers et de la journée, à aller, à la réception et à la matinée dansante à bord du Chasseloup-Laubat, le délégué s'est vu obligé de conserver la chambre.

Une forte fièvre qui lui a duré toute la nuit l'a empêché également d'assister à la soirée dansante donnée à l'hôtel du gouvernement, en l'honneur de S. Excellence Mac Grégor et de Mesdames Mac Grégor.

Monsieur Légasse s'est fait aussitôt excuser auprès de Monsieur le Commandant de Kérillis et de Messieurs les Gouverneurs de St-Pierre et de Terre-Neuve et de Mesdames Mac Grégor.

Et, même craignant de ne pouvoir sortir, le lendemain, dimanche, et assister au déjeuner officiel à l'hôtel du Gouvernement, notre délégué fit parvenir avec ses excuses, à Mr. le Gouverneur Mac Grégor un pli que le sous secrétaire d'Etat Anglais lui avait remis à Londres pour son Excellence, le chef de la colonie Terre-Neuvienne.

Le lendemain, cependant, Monsieur Légasse, bien qu'encore fatigué et très grippé se rendit au Gouvernement vers 11 heures 1/2, c'est-à-dire bien avant le déjeuner, pour pouvoir s'entretenir avec S. E. Mac Grégor, au sujet des affaires intéressant les deux colonies.

L'entretien très cordial, plein de franchise et de loyauté, qui fut interrompu par le déjeuner, fut repris après le départ des convives et ne dura pas moins d'une heure.

Puis, Mr. Légasse prit congé de l'éminent Gouverneur de Terre-Neuve dont tout le monde a pu remarquer la distinction, la simplicité, la largeur de vue et l'esprit libéral.

Notre délégué ira en novembre ou décembre prochain à Terre-Neuve pour y examiner et discuter avec les Ministres coloniaux les diverses questions sur lesquelles l'entente est très possible sur le terrain libéral du « Give and Take » réciproque.

Le Journal

## LES MALADES

Désormais, Mr. Louis Légasse sera malade, se soignera et gèrera le lit aux jours et heures indiqués par le « Réveil. »

Nos adversaires, toujours malveillants, ont exploité l'indisposition de notre délégué — ils ont fait courir les bruits les plus étranges à ce sujet : « Mr. Légasse, trop grand seigneur, ne daigne pas aller dans les réunions efféées où tout le monde est invité ! . . . Mr. Légasse est brouillé avec le Gouverneur etc etc . . . c'est ainsi que s'explique son absence à bord du navire de l'Etat « Chasseloup Laubat » et au bal du Gouvernement . . . »

Ce que nous savons, c'est que notre ami Louis Légasse est brouillé en effet . . . avec son estomac ! ! Quant aux adversaires de Mr. Légasse, eux réellement, sont malades . . . et sérieusement encore, mais . . . du cerveau.

M. F.

P. S. Le Réveil donne le droit à M. Légasse d'être malade, et lui souhaite même de l'être, les jours qu'il prépare les articles de la Vigie et l'éreintement de ses adversaires, si fiers, avant la publication de notre journal : ils pouvaient autrefois tout se permettre sans craindre les démentis :

M. F.

## L'entente

Il est incontestable qu'une entente commerciale entre Terre-Neuve et St-Pierre et Miquelon serait des plus profitable aux deux colonies et j'ajoute, qu'elle serait plus profitable à Terre-Neuve qu'à nous.

L'expérience a prouvé que le « Bait-Bill » a fait plus de tort à Terre-Neuve qu'à St-Pierre et Miquelon et que son maintien ne peut pas nous atteindre.

Nous sommes déjà bien organisés et nous nous organisons de plus en plus, pour soutenir la lutte au point de vue de l'industrie et du commerce de la morue.

Si nous n'avons pas le dessus dans cette lutte commerciale et industrielle, nous n'aurons pas non plus le dessous. Nous sommes appelés à marcher côte à côte, armés différemment mais fortement les uns et les autres. Nous nous rencontrons souvent sur les champs de bataille, là bas, en Italie, en Espagne, en Grèce, etc. . . .

Dans un avenir très rapproché, les négociants Français se coudoieront avec les négociants Anglais sur tous les marchés de morue coloniaux américains et anglais même, marchés qui jusqu'à ce jour, ont été exclusivement servis par nos concurrents.

Mais, au lieu de faire cette guerre commerciale et industrielle à outrance, au lieu d'user réciproquement de procédés ruineux pour les négociants des deux pays, ne vaudrait-il pas mieux, dans l'intérêt de tous, conclure la paix, une entente complète, basée sur l'équité ??

Pourquoi jusqu'à présent n'y a-t-il pas eu entente entre les négociants de Terre-Neuve et ceux de St-Pierre et Miquelon et de la métropole?

(Nous mettons de côté, pour aujourd'hui, les pêcheurs d'Islande, de Norvège, d'Ecosse, de Grimsby de Hull etc. etc., avec lesquels il faut aussi compter.)

Pourquoi ?

1o D'abord, parce qu'il existait une question épineuse; la question du French Shore à régler.

Cette grave et importante question a été résolue à la satisfaction pleine et entière de nos voisins de Terre-Neuve. Nous n'en sommes pas jaloux et nous ne récriminons pas contre nos diplomates pour le règlement de cette affaire dans lequel cependant nous avons tout perdu et n'avons rien reçu en échange, nous, colonie de St-Pierre Miquelon.

La question du French Shore est réglée, n'en parlons plus.

2o Parce que le Gouvernement de Terre-Neuve a fait voter une loi d'exception contre les Français.

Parce que Terre-Neuve s'est forgé ou du moins, a cru se forger une arme de guerre, une arme terrible contre l'armement Français, par l'application du « Bait Act ».

Mais cette arme de combat n'a servi qu'à meurtrir, blesser et tuer les pêcheurs anglais de la côte sud de Terre-Neuve, et à éveiller chez nous l'esprit d'initiative qui sommeillait paisiblement.

Le « Bait-Bill » existe toujours, et, bien qu'il ne puisse pas nous nuire effectivement, et tant qu'il ne sera pas aboli, une entente cordiale, au point de vue commercial et industriel sera impossible entre les deux colonies.

Laquelle des deux, en attendant le retrait du « Bait act », y perdra-t-elle le plus ?

Je prétends que c'est Terre-Neuve.

En effet, nous pourrions, par nos besoins d'importation qui sont considérables, contribuer à la prospérité de la colonie voisine. Et au lieu d'être tributaires des Etats-Unis, du Canada et de la France, nous le serions de Terre-Neuve qui est à deux pas de chez nous.

Nous pourrions, par un traité de commerce entre la France et l'Angleterre et par la modification de quelques articles du tarif général des douanes, favoriser nos voisins au point de vue « exportation et importation ».

Nous pourrions recevoir de Terre-Neuve en franchise, tout comme de la Métropole, ou, du moins à





un tarif spécial, les cordages, les bois, les margarines, le sayon, le charbon, le fer, les ancres etc. Nous pourrions, à notre tour, fournir à Terre-Neuve nos articles de Paris... les vins... etc. ect... qui passeraient à St-Pierre et n'y paieraient qu'un droit d'entrepôt.

Notre vapeur postal et d'autres encore (plus il y en aura mieux cela vaudra) feraient un service régulier entre les deux colonies, service rétribué par les Français et les Anglais...

Pourquoi ne le faisons nous pas ? Parce que le Bait-Bill est une loi qui froisse notre amour propre, nos susceptibilités et laisse, par suite, un ressentiment naturel, une arrière-pensée qui existe au fond de chacun de nous.

Nous désirons l'entente cordiale complète, sans restriction. L'entente d'après nous ne peut être cordiale qu'à ces conditions.

L. Légasse.

## Le Monopolisateur et le frigorifique

Delcassé et Légasse, French-shore et commission, niaiseries et bêtises, voilà l'article du Réveil concernant les frigorifiques de 2500,000 francs; et la question est ainsi résolue.

Où Mr. Légasse dit qu'il aurait mieux valu avoir à St-Pierre « un seul frigorifique » pour tout le monde.

Avec 200.000 francs, on aurait pu se procurer un établissement d'une contenance de dix mille barils de hareng — c'était suffisant, mais ce n'était pas trop grand.

Un autre établissement de moindre importance était nécessaire en France pour les pêcheurs métropolitains.

Deux vapeurs frigorifiques armés pour la pêche et le transport du hareng, de l'encornet etc. ... n'étaient pas moins indispensables pour ravitailler de boîtes les établissements frigorifiques et les pêcheurs, sur les lieux de pêche.

Voilà quels étaient les plans de Mr. Légasse.

Après une étude approfondie de cette affaire, chiffres en mains, il fut prouvé qu'il fallait deux millions pour faire les choses convenablement... expériences, imprévu... tout compris.

Quelques jours avant la discussion du traité franco-anglais, à la Chambre des députés, Mr. Légasse fut autorisé à dire au syndicat des armateurs de France à Paris, que le Ministre des affaires Etrangères s'engageait, par transaction à faire voter par la chambre (en même temps que le traité franco-anglais) 1.500.000 francs destinés à l'établissement des frigorifiques, vapeurs etc.

Le syndicat saisi de la question ne voulut rien entendre, convaincu, sans doute, que l'accord concernant le french-shore aurait été rejeté par la chambre.

Le traité fut voté, le syndicat s'était trompé et nous n'avons rien obtenu.

On fit de nouvelles démarches...

A force d'insister, on finit par réussir en général... Mais il ne faut pas cependant que les intéressés mettent des bâtons dans les roues ! Or c'est le cas à St-Pierre.

Nos adversaires ne veulent ni vapeurs, ni établissements frigorifiques, qui ne coûteraient rien à la colonie. Ça ressemble un peu à l'affaire de la nouvelle église. !!

Vous n'en voulez pas, n'est-ce pas ? vous préférez la vieille routine ? très bien, c'est votre affaire. Il y en a qui préfèrent rester sur leur fumier ! Quant à nous, nous marcherons de notre côté et ferons ce que nous voudrons.

La lettre suivante va vous démontrer une fois de plus que Mr. Louis Légasse travaillait dans cette affaire pour la colonie et non pour lui seul.

Paris, le 28 Février 1905

Louis LEGASSE, Délégué des îles St-Pierre & Miquelon au Conseil Supérieur des Colonies.

à Monsieur le Ministre des Colonies

Monsieur le Ministre,

PARIS

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les maisons de Commerce « Sécherie de Port de Bouc », de Marseille ; S. M. Légasse neveu et Cie, de Bayonne ; Emile Houdou, de St-Malo, avec leurs succursales de St-Pierre et Miquelon, viennent de décider de se fonder en une seule Société : « La Morue Française ».

Cette Société, au capital de trois millions, va grouper l'armement de plus de cinquante navires et bateaux pêcheurs, montés par plus de mille marins.

Cette fusion a été motivée par la crise intense qui sévit sur l'armement français à Terre-Neuve et sur notre Colonie de Saint-Pierre et Miquelon. La Société Nouvelle, en réunissant dans son sein les maisons les plus importantes de cette Colonie ainsi que de l'armement français à Terre-Neuve, veut tenter un effort suprême, pour sauver la pêche française et notre Colonie Nord-Américaine, et empêcher les négociants étrangers de Terre-Neuve de s'emparer du monopole qu'ils rêvent à leur profit, du commerce de la morue dans le monde.

Depuis quelque temps, favorisés par un concours d'événements heureux, fortement aidés et appuyés par leur Gouvernement, nos plus redoutables concurrents poursuivent avec acharnement, d'une part, la ruine de la pêche française et d'autre part, leur œuvre d'accaparement et d'absorption du marché mondial de la morue.

Les Terre-Neuviens poursuivent la réalisation de ce monopole avec une énergie, une volonté et des moyens tels que pour ne pas leur permettre d'arriver à leurs fins, les promoteurs de la Société Nouvelle ont pensé qu'il fallait réunir, en un seul faisceau, les forces divisées de l'armement et les

faire marcher avec prudence, ténacité et confiance vers le même but, sous une direction ferme, opiniâtre et intelligemment comprise.

Mais vous savez, Monsieur le Ministre, combien les Terre-Neuviens ont d'avantages sur nos nationaux ; la boîte abonde chez eux ainsi que les bois de constructions et la plupart des objets d'armement. Dans ces conditions, et par suite de la présence, sur place, de leurs pêcheurs, ils arment à environ cinquante pour cent meilleur marché que nous.

Pour triompher dans cette lutte économique, nous devons moderniser, en son ensemble, notre industrie. Et tout d'abord, nous devons pêcher nous-mêmes, dans les eaux neutres, la boîte que les Terre-Neuviens refusent aujourd'hui de nous vendre. Nous devons pêcher cette boîte et la conserver ensuite dans des appareils réfrigérants pour que nos bateaux français de pêche puissent s'en approvisionner, toutes les fois qu'ils en auront besoin.

Tous les membres de la Nouvelle Société "La Morue Française" sont dévoués à ce but.

Au nom de la Colonie de Saint-Pierre & Miquelon, qui pourra nommer un comité spécial à cet effet, j'ai l'honneur de demander au Gouvernement Français de vouloir bien aider cette initiative courageuse, par son concours à la fois moral et financier.

Une subvention de deux millions que le Gouvernement accorderait — s'entourant de tous les moyens de contrôle nécessaires — à un comité de pêcheurs et d'armateurs, dans lequel seraient représentés les pêcheurs coloniaux et métropolitains ainsi que les armateurs, aurait pour but :

1o De contribuer aux dépenses que vont nécessiter les tentatives de pêche du hareng et de l'encornet dans les eaux françaises et extraterritoriales, tout autour de St-Pierre et Miquelon et sur la côte sud de Terre-Neuve, mais en dehors des trois milles formant la zone où la colonie anglaise peut revendiquer ses droits territoriaux.

2o De permettre le paiement d'une partie des établissements frigorifiques que l'on construirait aux îles de St-Pierre-Miquelon pour la conservation de la boîte.

Il serait trop long de vous énumérer ici, Monsieur le Ministre, les avantages multiples et considérables qui résulteraient de cette nouvelle organisation, pour l'industrie de la pêche et l'avenir de notre colonie de St-Pierre et Miquelon dont la ruine est à ce point escomptée par nos rivaux que le "Trade Review" du 4 Février 1905, organe officiel du commerce et de l'industrie de Saint Jean de Terre-Neuve disait sous le titre :

"PAUVRE SAINT-PIERRE !!!"

Elle sera inhabitée dans un an ou deux, tant elle est pauvre !

Le Conseil des Ministres, je n'en doute pas, ne refusera pas d'examiner avec bienveillance notre requête et les efforts que nous faisons pour reconstituer, sur des bases modernes, les avantages que les anciens traités nous donnaient à Terre-Neuve. Notre colonie de St-Pierre et Miquelon, notre commerce et notre industrie ont abandonné la jouissance de ces privilèges, lors de la récente entente franco-anglaise, pour ne pas contrarier un accord international, favorable aux intérêts supérieurs de notre nation.

Après les assurances que j'ai reçues de vous et de Messieurs les Ministres de la Marine et des affaires Etrangères, je suis certain que le Gouvernement tiendra à favoriser la réalisation de cette œuvre éminemment française et tout à fait urgente de solidarité nationale et sociale.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués et respectueux.

Louis Légasse

Voilà pour la question du frigorifique

Cémoi

## LA POELE QUI VEUT SE MOQUER DU CHAUDRON

« Toujours dans cette fameuse lettre du Ministre, qui est un monument au moins massif. Monsieur Légasse, toujours hanté de bonnes intentions préconise la suppression de l'alcool. »

C'est ainsi que s'exprime le « Réveil » du 23 septembre, voyez l'article : « L'alcool et les marins pêcheurs »

L'inconscience de la direction du journal de l'opposition va jusqu'à se permettre de critiquer ma prose « qui est un monument au moins massif. » Ce n'est pas banal du tout de la part du Réveil ! Elle est même bonne, cette sortie !

Voilà maintenant, Monsieur Mazier (qui a toujours écrit comme un savetier, ) maître passé dans l'art de la critique !

Le voilà, grand critique ! lui qui n'a jamais su aligner deux mots en bon français, avec tous ses qui et ses que partout enchevêtrés, ses phrases sans tête ni queue mais farcies de que.

Mesdames et Messieurs, en voulez-vous... des qui et des que ??... vous en trouverez à profusion chez le Père des petits, gentils, aimables, intelligents ?... beaux, mignons à croquer !!

Lecteurs de la Vigie, voulez vous me permettre de vous faire savourer un des plus beaux morceaux de littérature du Réveil St-Pierrais ? Ce chef d'œuvre qui a fait sensation dans le monde littéraire a paru dans le Réveil du 16 septembre, comme « article de fond » style réclame !!

Lisez le et le relisez — Je vous engage à l'apprendre par cœur pour pouvoir le transmettre aux générations présentes et futures ; Vous l'aurez avec tous ses points et virgules, accents et tout le reste :

Mais attention ! et pas de commentaire S. V. P. !!!

Réveil du 16 Septembre :

« A vos injures plus grossières qu'intelligentes, la réaction et la direction du Réveil, malgré le dédain et le mépris qu'elles puissent avoir d'une telle combativité, n'ont qu'une faible mais éloquente défense à vous opposer : c'est que, même au paroxysme de votre rage de parvenu, vous ne pouvez leur reprocher aucune tare comme aucune compromission honteuse, ni que l'épilepsie et la pendaison comme remède, aient jamais été leurs moyens de réaction. »

La Rédaction

Pour copie conforme à l'original.

L. L.

## NOUVEL ATTENTAT A LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Sans la haute intervention de notre gouverneur, un ancien chauffeur du Pro-Patria, arbitrairement arrêté, était exécuté en cinq sec par Monsieur Rochet gendarme à pieds et à gallons. Soyez plus calme, M. Rochet ! vous n'y perdrez rien de votre autorité !!

Prie Jean

## REMPLEANT DU PRO-PATRIA ET L'HOPITAL LOCAL

Nous recevons la lettre suivante :

Le Réveil St-Pierrais journal qui connaît toutes les nouvelles, et qui ne ment pas, aurait peut-être besoin qu'on lui fasse savoir une fois de plus, que Dunkerque a des chantiers de construction. Ci-joint, tiré du courrier des Etats-Unis :

Le lancement du "Li-Mao".

Le "Li-Mao", navire destiné à un service fluvial sur le Yangtsé et qui, le premier, portera le pavillon commercial de la France sur le fleuve chinois a été lancé dimanche à Dunkerque.

La cérémonie du lancement qui présidait M. Paul Doumer en qualité d'ancien gouverneur de l'Indo-Chine, a été très brillante, et malgré un vent violent le bâtiment a pris superbement la mer, sous la direction de M. Edouard Bernheim, directeur des chantiers de France où le navire a été construit.

Doit-on retirer un homme de l'hôpital lorsqu'il est convalescent ? Est-ce aussi le devoir des docteurs de ne pas garder les faux malades ?

Votre journal « La Vigie » avait raison de critiquer l'hôpital sous le rapport de la nourriture. On a servi l'autre jour de l'encornet bouilli et pas autre chose pour un repas de midi ! Est-il admissible que l'on serve aux malades de l'encornet bouilli ( tige de botte ).

Un des douaniers le plus gros, j'ignore son nom était de ceux à qui on a servi ce plat.

Qu'aurait dit Monsieur Angoulvant si on lui avait servi ce plat.

Un observateur F.

## Le vapeur "LA LIBERTÉ"

Notre délégué, doit partir demain matin pour Miquelon. Le but de son voyage est de s'entretenir avec les pêcheurs et le conseil municipal de l'endroit, au sujet des dispositions à prendre pour l'avenir de Miquelon. Il profitera de la circonstance, nous n'en doutons pas, pour faire appel « aux lumières » de son frère Monseigneur Légasse qui a été désigné par le « Réveil », comme arbitre dans la question relative à la citation Evangélique de St-Jérôme.

F. J.

## LE FOU DE L'HOPITAL

Le Gouverneur voudrait se débarrasser de ce pauvre fou et l'envoyer en France.

Les voiliers ne veulent pas le prendre, les navires de l'Etat, non plus ; le bateau hôpital est parti... L'administration est perplexe... On ne voudrait pas le garder à l'hôpital ; on ne peut pas pourtant le mettre EN PRISON chez notre ami Léon Deschamps !... et alors quoi faire ??

C'est bien simple ! S'il est fou, il faut le mettre avec les fous... mais où... dans une maison d'aliénés ?... dans la maison du « Réveil » parbleu !!

G. M.

## A LA BIBLIOTHEQUE

Il existe à St-Pierre, une bibliothèque publique, destinée à procurer à tous, les plaisirs de la lecture. Nous voudrions savoir si vraiment cette bibliothèque est faite seulement pour les fonctionnaires et si les malheureux contribuables doivent s'en passer, malgré toutes les promesses qui leur ont été faites que cette bibliothèque était ouverte à tout le monde.

Chaque fois que l'on se présente pour demander un livre, la réponse invariable est : « Nous regrettons beaucoup mais l'inventaire n'est pas encore fini » et Cet inventaire dure depuis le 1er janvier jusqu'à la St-Sylvestre

Il existe une personne bien rétribuée pour pouvoir assurer le bon fonctionnement de la bibliothèque. Nous demandons si la fainéantise est la cause du peu d'attention de ce Monsieur, ou bien s'il tient à se moquer du monde aussi longtemps, car il est inadmissible qu'un tel état de chose dure ainsi. Ou bien que la bibliothèque soit ouverte aux jours convenus ou bien qu'elle soit fermée et que l'on enlève au bibliothécaire la rétribution qu'il mérite si peu, par l'ignorance dont il fait preuve.

Deux Lecteurs

Le Gérant Fernand DOTSABIDE